

Elections Législatives du 18 Novembre 1962

1^{re} Circonscription de Loire-Atlantique

Mouvement Républicain Populaire

Electrices, Electeurs,

A la veille du scrutin du 18 novembre il serait vain de s'attarder à remémorer les faits qui ont marqué les années passées.

L'essentiel est de prendre conscience qu'une rénovation profonde des structures politiques et économiques de notre pays doit être réalisée durant la législature qui va commencer.

En vue de parvenir à cette rénovation, je vous propose trois objectifs :

I. — UNE DÉMOCRATIE MODERNE

Cela exige d'abord un **gouvernement fort et efficace**.

Or la force et l'efficacité gouvernementales n'existent que si le pouvoir bénéficie de **l'appui de la Nation considérée à la fois dans ses forces vives et dans ses institutions juridiques**.

Un pouvoir solitaire qui méconnaît les vivantes réalités à travers lesquelles s'exprime le pays est condamné à perdre sa vigueur et à devenir la proie des technocrates.

C'est pourquoi une authentique démocratie est fonction des impératifs suivants :

- **Un Parlement exerçant dans leur plénitude ses droits législatifs et ses droits de contrôle.**
- **L'association à la politique nationale des grandes forces du pays** (Syndicats, mouvements de jeunesse).
- **La solide liaison du pouvoir politique et de la responsabilité économique.**

La démocratie véritable exige enfin que tous les pouvoirs soient également respectés et mis en mesure de jouer efficacement leur rôle. C'est ainsi que **le pouvoir judiciaire, premier garant de la paix publique et de la liberté des citoyens, doit recouvrer toute sa liberté d'action et accomplir son œuvre sans encourir critiques et brimades.**

II. — UNE EXPANSION ÉCONOMIQUE AU PROFIT DE TOUS LES FRANÇAIS

Le **redressement financier** et la **stabilité monétaire** n'ont été obtenus durant les quatre années passées **qu'aux dépens du niveau de vie de certaines catégories de citoyens** (les salariés, les vieux, les familles).

Les principes qui régissent la justice sociale n'ont pas été respectés.

Partisan résolu de l'expansion économique, je m'engage à promouvoir une **véritable politique nationale des revenus**.

Pour y parvenir il faut, en premier lieu, **augmenter les revenus des catégories défavorisées.**

Mais il ne suffit pas d'accroître les ressources, il est aussi indispensable **d'améliorer les conditions de vie** et, dans ce but, de **doter le pays d'un équipement collectif suffisant.**

Dans cette vaste réalisation la priorité doit être donnée :

— A l'**Enseignement** qui, dans le maintien de la liberté, doit être, à tous les degrés, accessible à tout jeune français.

— Aux **Transports routiers, ferroviaires et fluviaux** (notre retard sur nos partenaires du Marché Commun constitue un danger, car les échanges européens de demain risquent de se faire hors de chez nous).

L'**Aménagement du territoire** est la clef de tout notre avenir économique et social. Il est donc nécessaire de réaliser une **planification de l'économie selon des perspectives démocratiques**.

Cela doit notamment se traduire par :

— L'**accélération de la décentralisation industrielle** et l'implantation d'usines nouvelles dans les régions qui, comme la notre, sont défavorisées.

— Une **réforme du crédit et une utilisation plus rationnelle de l'épargne**.

— La mise en place, à la tête de chaque région de **conseils économiques et sociaux** dotés de pouvoirs d'information et de décision.

— L'offre aux **rapatriés d'Algérie** de meilleures conditions d'intégration dans l'économie.

III. — UNE EUROPE UNIE

L'unité de l'Europe permettra seule d'assurer notre **développement** et notre **sécurité**.

Or la question se pose aujourd'hui de savoir si l'Europe va enfin être pourvue de l'autorité politique capable de prendre les décisions indispensables à la réalisation de son unité économique.

Seul en effet un **véritable gouvernement européen** pourra accélérer l'harmonisation des salaires, coordonner l'énergie, équilibrer les investissements.

Mais l'Europe doit aussi assurer sa sécurité ; et cette sécurité ne sera garantie que dans le cadre d'une **défense commune**. C'est en vertu de cette idée que le M.R.P. s'est déclaré hostile à une force de frappe strictement nationale. **Lorsque la menace est commune, la riposte doit aussi être commune.**

Seule une Europe unie sera respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés.

Seule une Europe unie permettra d'établir des liens solides et durables avec le monde africain.

Seule enfin une Europe unie sera capable de perpétuer la grande tradition démocratique fondée sur les valeurs spirituelles de la Civilisation occidentale à laquelle, avec le Mouvement Républicain Populaire, je suis profondément attaché.

VIVE LA FRANCE !

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Candidat :

Jean Le Mappian

Docteur en Droit

Avocat au Barreau de Nantes

Professeur à l'Institut de Droit

Conseiller Municipal

Administrateur de l'Office Public d'H.L.M.
de la Ville de Nantes

Le suppléant :

Luc Béliard

Docteur en Médecine